

## Apprentissage. Des inquiétudes chez les directeurs de CFA



De gauche à droite : Philippe Portal, président pour la Bretagne, Danielle Alphand, présidente nationale de la Fnadir, et Didier Guinaudie, responsable du secteur vente et commerce à la Fnadir.

Journées studieuses, au Centre d'instruction naval, pour 107 directrices et directeurs de centres de formation des apprentis. Venus de tout l'Hexagone à l'occasion de cette assemblée générale annuelle, ils ont, depuis mercredi, assisté à des conférences et participé à des travaux sur les problèmes auxquels se trouve aujourd'hui confrontée la profession.

La Fédération nationale des associations régionales des directeurs de centres de formation d'apprentis (Fnadir) est une association qui regroupe plus de 500 adhérents, un nombre en augmentation.

### Plus de 500 adhérents

Réunis comme chaque année à pareille époque, ces directeurs de CFA, qui regroupent les trois quarts des 400.000 apprentis français, ont évoqué les difficultés de leur profession et leurs inquiétudes concernant les réformes en cours. La suppression des BEP et la création de bacs pro sur trois ans n'est pas la moindre. « Il nous faut éviter de mettre en situation d'échec des jeunes attirés par l'apprentissage », souligne la présidente de la Fnadir,

Danielle Alphand.

### Lisibilité budgétaire

Une réforme qui n'a pas été suffisamment pensée. « Il est difficile de faire signer un contrat de travail de trois ans à un jeune de 16, voire 15 ans ».

« Comment amener les jeunes à la réussite sans ruptures de contrat ? », ajoute Philippe Portal, président de l'Ardir Bretagne et directeur de l'Ifac de Brest.

Les responsables de l'association sont également inquiets pour le financement de leurs établissements. « On veut développer l'apprentissage mais le financement de l'existant est déjà difficile, avec seulement moins de la moitié de la taxe d'apprentissage consacrée à ce poste ».

### L'impact de la crise

La crise aussi a eu son impact sur l'apprentissage, avec une baisse moyenne de 5 % des demandes et avec des secteurs impactés à 18 % comme le bâtiment.

Les participants à ces journées ont tenté de trouver des solutions à ces diverses problématiques dont l'importance des enjeux préoccupe les différents acteurs de la filière.